20 novembre 2026 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Inauguration de la Grande Exposition du Fabriqué en France 2026.

Bonjour Mesdames et Messieurs, bienvenue dans cette maison. Plus que jamais la formule qui consiste à dire que cette maison est la vôtre, n'a été vraie parce que vous avez envahi les lieux, à proprement parler, puisqu'il y a aujourd'hui du fabriqué en France partout.

Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les présidentes et présidents de régions, de départements,
Mesdames et Messieurs les préfets,

Mesdames et Messieurs les membres du jury, anciens lauréats, ambassadeurs de leur région, représentantes et représentants aussi des associations de consommateurs, chefs d'entreprises, artisans, producteurs, collaboratrices, collaborateurs,

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités comme on dit, chers tous.

Je suis très heureux de vous recevoir aujourd'hui. On était avec les membres du jury qui ont passé du temps pour sélectionner les projets aujourd'hui retenus et vous recevoir, c'est aussi une manière de lancer en quelque sorte les prochains jours et vous dire la joie, l'honneur de pouvoir ouvrir cette maison aux Français pour le Fabriqué en France.

Chacun des lauréats ici s'est surpassé, vous allez le voir, plusieurs d'entre vous sont concernés, mais vous allez le voir en passant à travers évidemment les différents stands et chacun d'entre vous est un peu un concentré du savoir-faire français et de ce qu'on sait faire dans tous les domaines d'activité partout à travers le pays. C'est une grande fierté pour nous d'avoir cette sixième édition du Fabriqué en France. C'est la sixième fois et d'avoir ici des nouveaux arrivants et des nouveaux lauréats, des gens qui confirment et qui vont encore plus loin, qu'on voit grandir année après année, de voir aussi celles et ceux qui avaient gagné ces dernières années passer de leur temps pour en aider d'autres. C'est une cordée, comme je l'ai parfois dit, ça a été quelquefois déformé, mais j'assume cette formule, même quand c'est pour défendre les chaussures de montagne produites à Nay dans les Pyrénées.

Donc vous êtes là avec au fond cette vocation de tirer l'emploi partout dans le pays, de montrer qu'en France on a la capacité à produire, qu'on a la capacité à innover, qu'on a la capacité parfois à relocaliser des savoirs qui étaient partis, à développer et à exporter. La part de valeur ajoutée réalisée en France, les savoir-faire mobilisés, les engagements sociaux et environnementaux, les efforts de relocalisation, tout ça a été examiné par le jury auquel je redis mes remerciements avec beaucoup d'attention. Ce sont autant d'étapes et de mises à l'épreuve qui font de la grande exposition qu'on va avoir à partir de ce soir et durant tout le week-end un grand moment de fierté tricolore.

Donc, avant toute chose, je veux évidemment remercier le jury qui s'est mobilisé, qui a été renouvelé cette année avec des lauréats, remercier et féliciter évidemment les 104 lauréats et toutes celles et ceux qui ont contribué à leur sélection. Vous pouvez applaudir tout le monde. Je veux ici vraiment dire ma gratitude aux préfets de région et à tous les préfets de département qui, à leurs côtés, ont identifié tout cela avec leurs relais économiques locaux, qui ont préparé les candidatures, évidemment, nos membres du jury, anciens lauréats représentants des consommateurs, qui sont aussi des ambassadeurs du Fabriqué en France. Je veux remercier la Direction générale des entreprises, la DGCCRF, les douanes, Business France, les équipes des ministères et les équipes de l'Élysée qui ont préparé ces décisions. Vraiment, merci à tous pour le temps passé.

Pour moi, c'est une très grande fierté parce que, chaque année, on découvre, en parcourant les allées, vous allez retrouver le siège de conducteur de l'Alpine. Il était là ce matin, je ne sais pas s'il est encore là ou il a bougé, mais je l'ai vu ce matin-là, donc il a dû être ici. Il y a le siège conducteur de l'Alpine A390 GT, la caméra sous-marine, le robot médical venu du Loir-et-Cher, du sucre de Guadeloupe, un abat-jour bourbonnais, des briques de Mayotte, etc. Je ne vais pas faire de jaloux, donc je vais arrêter ici de citer, mais il y a du numérique, des produits industriels, de l'artisanat, des produits agroalimentaires. Donc, il y a une variété qui correspond à tous les savoir-faire français et qui montre la force de ce fabriqué en France et de la fierté qu'on peut avoir, et qui, de l'agriculture à l'industrie agroalimentaire, en passant par l'industrie classique, la *deep tech,* tous les secteurs, est représentée.

Tout ça, c'est le fruit de votre travail, de votre mobilisation, de savoir-faire qui viennent de technologies de rupture ou de savoir-faire ancestraux, et de la mobilisation de vos collaboratrices et de vos collaborateurs. Pour moi, de vous réunir ce soir, aujourd'hui, pour la sixième fois, aux côtés de nos ministres, des jurys, avec vous tous, évidemment, ça a un caractère un peu particulier. D'abord, parce que c'est la sixième édition, donc on vient consolider une initiative prise ensemble il y a quelques années. Ça s'inscrit dans la poursuite aussi d'un travail fait depuis plusieurs années autour du *Made in France*, de tout ce qui a été fait par des femmes et des hommes qui ont cru très tôt à cela. Et puis, c'est la dernière fois que je vous reçois ici, après ces deux mandats, à l'issue de ces deux mandats, pour pousser ça.

Ce que je veux ici vous dire et le message que je veux porter avec vous, c'est d'abord qu'il n'y a pas de fatalité dans notre pays. J'entends ce discours qui est un discours de défaite chaque jour, en ce moment. L'impression que le pays va s'effondrer, que tout va mal, que c'est terrible. Vous êtes, au fond, la France pour qui ce n'est pas plus facile que les copains, mais qui a le goût de l'avenir et qui a le sens des responsabilités. Qui dit, oui, c'est très dur. Pour vous, le prix du carburant n'est pas moins cher qu'ailleurs. Pour vous, les difficultés sont les mêmes qu'ailleurs. Mais on aime notre pays et on a envie de redresser, au fond, on a envie de se dire qu'il y a le choix entre rester assis et déplorer ou continuer d'avancer. Et on a besoin de ça. Je veux dire ici que notre pays n'est pas ce qu'on décrit chaque jour. Nous en avons changé tous ensemble la trajectoire parce qu'il n'y a pas de fatalité. Nous l'avons fait grâce à vous, parce que vous vous êtes mobilisés, parce que parfois vous avez repris une entreprise qui était en déclin, parce que vous avez décidé de prendre vos risques avec des collaboratrices et des collaborateurs, parce que vous avez décidé que rien n'était écrit et qu'on pouvait y aller, que vous l'avez fait et que vous êtes en train de le faire.

C'est vous qui avez raison. Parce que c'est comme ça qu'on construit un grand pays et c'est comme ça qu'à chaque étape de la vie de notre nation, on la construit. Une nation, c'est ça. Ceux qui se demandent ce que c'est que l'identité de la France, c'est ça. Nous sommes un pays qui a vécu ensemble des grandes histoires et qui est prêt à en écrire d'autres. C'est ce que ce fabriqué en France montre. Donc ce soir, c'est vous dire que vous êtes ce visage d'une France qui a envie, qui fait, qui avance, qui transforme. Elle est là, cette France. Elle veut juste qu'on continue de lui enlever des difficultés, qu'on l'aide encore davantage à avancer plus vite. Et qu'on avance. Et pour ça, rien n'était écrit. Je voulais ici vous dire merci pour ça, vous dire que ce combat de chaque jour que vous menez, c'est le bon, c'est le véritable combat, c'est celui qui crée des emplois, c'est celui qui permet à des familles de vivre, c'est celui qui permet à des territoires d'avoir de l'espoir et de se reprojeter, c'est celui qui permet à des jeunes d'aller vers un emploi ou à d'autres, un peu plus tard dans leur vie, de retrouver un emploi. Donc ne lâchez rien. Vous n'avez rien lâché ces dernières années, ne lâchez rien aujourd'hui et ne lâchez rien demain. C'est ça notre pays.

Alors, en vous disant merci, tout ça, ce n'était pas écrit. C'est le fruit de votre travail, c'est vous les premiers qui l'avez fait. Mais depuis 2017, ensemble, on a fait beaucoup de choses. On a d'abord arrêté la désindustrialisation qui avait eu lieu dans le pays pendant 12 ans. Pendant 12 ans, chaque année, on a détruit de l'emploi industriel et fermé plus d'usines qu'on n'en ouvrait. On a 300 ouvertures d'usines sur notre territoire en net. Donc on n'a pas simplement stoppé la désindustrialisation. Malgré les difficultés qu'on a depuis deux ans, avec le prix de l'énergie, les chocs géopolitiques, la concurrence déloyale qu'on subit, on continue de tenir cette réindustrialisation. 300 ouvertures d'usines sur notre territoire, dont 150 en cours de création sur la seule année 2026. On ne l'avait pas connu depuis bien longtemps. On a créé 2,5 millions d'emplois depuis mi-2017, dont 1,8 million d'emplois salariés. C'est un rythme près de quatre fois supérieur à celui de la décennie précédente. Quatre fois supérieur. Ce sont près de 100 000 emplois industriels supplémentaires parmi ces 2,6 millions d'emplois. Cette dynamique, on la doit aussi à une capacité collective à réinventer notre industrie. C'est-à-dire que, quand je parle de cette réindustrialisation, c'est une réindustrialisation plus décarbonée par la transformation de notre industrie classique, des cimenteries à la sidérurgie, et par la création aussi d'une industrie nouvelle, décarbonée, avec des jeunes pousses technologiques.

Au fond, depuis 2017, on a montré qu'on pouvait réconcilier trois objectifs. La création d'emplois, en particulier industriels. La compétitivité pour notre pays, avec. La souveraineté, deuxième grand objectif, c'est-à-dire avoir la maîtrise d'éléments de la chaîne de valeur, qui sont essentiels pour être indépendants, et nos objectifs climatiques. Ceux qui les ont très longtemps opposés n'ont pas compris que, justement, en les réconciliant, on avait une trajectoire, et que c'est en décarbonant qu'on a réussi à relocaliser de l'emploi.

Je vais prendre un exemple très simple. On est sans doute l'un des pays qui avait le plus désindustrialisé dans l'automobile. Le choc du Covid, d'ailleurs, nous en a encore mis un coup. C'était une réalité. On était plus compétitifs sur le véhicule thermique parce que les habitudes avaient changé, les gens étaient allés sur des catégories de véhicules, dans leurs demandes. On était moins compétitifs et on n'avait pas réussi à suivre la montée en gamme dans d'autres segments. La décarbonation du véhicule a fait qu'on a créé littéralement de bout en bout une filière française, de l'hybride pour certains, je pense à Toyota, mais du véhicule électrique, pour la France entière, qui n'existait pas. Il y a dix ans, on me disait : « n'allez pas trop vite sur le véhicule électrique, les batteries sont toutes faites en Asie. Vous n'y arriverez pas. » Au moment où je vous parle, et tous ceux qui le savent, qui sont entre autres, dans la vallée des batteries électriques, dans nos Hauts-de-France le savent, on a créé quatre gigafactories de batteries. Elles tournent. On a recréé des sites de production de véhicules électriques dans notre pays. Vous allez entre Douai et Maubeuge, vous avez l'illustration de ce qu'on dit. On fabrique des batteries électriques. On a refabriqué la R5 électrique et même la R4 dans la même région. On recrée de l'emploi industriel en décarbonant et on remaîtrise des parties de la chaîne de valeur en faisant ça. Donc, il n'y a pas de fatalité. Il y a une volonté, des investissements, de la rigueur, une cohérence pendant 10 ans dans les choix qui ont été faits. Et preuve que cela fonctionne, on a pu rouvrir des usines, comme je le disais, plus 300 dans l'industrie, et dans le même temps accélérer la décarbonation parce qu'on a fait moins 93 millions de tonnes. C'est-à-dire qu'on a plus baissé nos émissions en 10 ans qu'on ne l'avait fait depuis le début 90. On a multiplié par 4 la baisse d'émissions annuelles de CO2 dans notre pays. Donc, il n'y a pas de fatalité et il y a des résultats qui sont là. Et les résultats, ce sont les vôtres. Ces réussites, on les a soutenues sans relâche. Et je voulais revenir, en remerciant, sur quelques dispositifs, mais rappeler ce qui a été fait par les gouvernements successifs, par les parlementaires, beaucoup sont là aussi, par les filières, beaucoup sont là aussi, par nos territoires, parce que tout ça, ce n’est pas venu tout seul. C'est votre engagement, c'est une mobilisation au niveau européen pour créer cette stratégie, et puis ce sont des changements qu'on a faits dans notre politique et qu'il faut défendre et qu'il faudra défendre dans les débats à venir, parce qu'ils ne sont pas tombés tout seuls. On avait, on le sait, un enjeu de compétitivité, notamment pour nos PME et nos ETI, il y a 10 ans. Je ne vais pas dire tout ce qui a été fait, mais quelques axes. On a consenti un effort financier inédit pour baisser les impôts, et plus particulièrement les impôts de production. Ils ont baissé de 10 milliards d'euros, moins 10 milliards d'euros. Ce n'est pas assez, mais c'est un chemin qu'on a commencé. Je ne souhaitais qu'une chose, c'est aller plus vite. L'impôt sur les sociétés, quand j'ai été élu, il était de 33 1/3, et il y avait même la surtaxe. Il est aujourd'hui, pour les PME et les ETI, de 25 %. On s'est remis dans la moyenne européenne. La flat tax, très importante pour beaucoup d'entre vous et de vos investisseurs, revenue à la moyenne européenne. C'est également aussi le sens du crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte, qui a été la réponse française à ce qui se passait dans d'autres territoires. La loi de finances pour 2026 l'a prorogée jusqu'à fin 2028, et le PLF 2027, qu'il est important de finir et de voter, l'étend notamment aux réseaux électriques et aux aimants permanents des moteurs électriques. Et enfin, le Gouvernement porte un suramortissement pour la robotique dans le PLF 2027. Je cite là que quelques-uns des axes, mais vous voyez qu'il y a des choix forts qui ont été faits, en particulier en matière de fiscalité pour nos PME et nos ETI. Et c'est toujours pareil, gâteau avalé n'a plus de saveur, tout le monde a oublié, c'est normal, c'était de tout temps. Non, ce n'était pas de tout temps, c'est des choix qui ont été faits. Ils ont été assumés, ils ont été portés avec cohérence, ils vous ont aidés dans les résultats.

Ainsi, depuis 2017, l'investissement privé est reparti en France et est devenu un levier central. On crée des emplois parce qu'il y a des femmes et des hommes qui prennent des risques. Ils prennent des risques quand ils ont un retour sur ces risques et quand ils décident d'investir. C'est pour ça qu'il faut une fiscalité attractive, il faut de la stabilité dans les règles et il faut un cadre, comme on l'a fait avec les ordonnances de 2017, attractif pour le travail. Tous ceux qui racontent chaque jour qu'on devrait mettre « cul par-dessus tête » le pays, qu'il faudrait aller taxer ceux qui réussissent et qui me remettent un discours de jalousie et de haine de la réussite dans le pays, ce sont ceux qui empêcheront le Fabriqué en France. Et ça, je peux vous le dire, il y a un en même temps qui ne marche pas, c'est d'expliquer qu'on va défendre les territoires, l'industrie dans les territoires et qu'en même temps on va taxer plus ou qu'on va être contre ceux qui réussissent dans le pays. Ça, ça ne marchera pas.

Ensuite, il y avait un autre chantier, c'était la simplification. Là aussi, on n'a pas tout fait, comme il m'a dit sur les impôts de production, je l'ai entendu, il m'a dit : « Ce n'est pas assez. » C'est vrai, mais sur la simplification, je veux quand même dire tout ce qui a été fait, et il y en a eu beaucoup. La loi ASAP, la loi Industrie verte de 2023, le projet de loi simplification, des délais qui ont été réduits dans beaucoup de secteurs de 17 mois à 10 mois. Il y a eu loi après loi. Il n'y a rien de plus compliqué que de simplifier, je vous le dis. C'est vrai, c'est terrible, parce que derrière chaque règle qui a été créée, il y avait des intérêts. Donc, il y avait des bouts de chaque secteur qui disait : « Il faut mettre des règles pour éviter que chaque concurrent vienne nous emmerder », pardon de le dire comme ça, « pour qu'on ne soit pas embêtés par la concurrence étrangère et autres. » Donc simplifier, c'est toujours très dur. Et puis, il y a des réglementations légitimes pour protéger. Donc, on a simplifié dans beaucoup de secteurs, on a réduit des procédures, on a créé des procédures unifiées, on a essayé aussi de le faire, et c'est ce qu'on est en train de faire au niveau européen. Simplifier, accélérer, c'est aussi ce qu'on a lancé, il y a un an avec la méthode dite Notre-Dame. Et je retrouverai certains d'entre vous lundi pour le Choose France en France qui se tiendra ici, où je présenterai le résultat de ce qui a été annoncé, il y a un an avec ces fameux projets Notre-Dame. Pourquoi Notre-Dame ? Parce que j'ai un peu interpellé nos ministères et nos administrations en disant : « On est le pays qui s'enorgueillit, pour des bonnes raisons, d'avoir restauré, réinventé, rebâti Notre-Dame en 5 ans », ce que tout le monde croyait impossible quand on l'a déclaré. Et en même temps, on nous dit, il faut 6 ans, 7 ans pour étendre un poulailler ou pour créer un site industriel lambda. Ce n'est pas normal.

Donc, ce qu'on a su faire pour Notre-Dame, qui est logique projet, équipe unifiée, on écrase les délais, on fait tout en parallèle et pas une procédure à la file de l'autre, on doit pouvoir le faire pour les projets importants pour le pays. C'est ce qui a été fait ces derniers mois avec une mobilisation de nos préfets, de nos administrations, et ça, c'est une grande simplification, c'est le gain de temps. Donc ça, on le présentera lundi avec aussi, vous verrez, des annonces fortes sur les délais de débats publics et autres. Mais donc la simplification, ça a été un des axes d'efforts des dernières années. Il faut faire beaucoup plus, il faut encore accélérer, il y a encore trop de lourdeurs, mais cet effort était important, il a contribué au réinvestissement. Et vous savez, quand j'ai fait ces Choose France avec les investisseurs internationaux, un des arguments qui marchait le mieux, c'était aussi ça, c'est qu'on a quand même, ces dernières années, su aller parfois beaucoup plus vite que certains voisins européens. Et à chaque fois, moi, je regardais les écarts. Quand on ralentissait, parce que c'est une compétition, il fallait remettre de l'énergie. Et c'est ce qu'on fait en ce moment sur les data centers et autres, c'est continuer d'accélérer pour aller plus vite que les compétiteurs.

Troisième axe d'efforts sur lequel je voulais revenir, c'est les entreprises de technologies d'avenir, toutes celles qui réduisent nos dépendances stratégiques, que nous avons épaulées avec des investissements ciblés et conséquents. Toutes ces dernières années, on a eu une obsession, c'est rendre le pays plus indépendant, à la pointe de la technologie. Et c'est ce qui fait quand même qu'on a relocalisé beaucoup de compétences, qu'on est le pays qui a été le plus attractif d'Europe pendant 7 ans de manière consécutive, et qu'on a réussi à avoir, quand on regarde, je ne m'échappe pas, là, de tous les débats qu'on a en ce moment, et parfois les gens ne nous sortent que les 6 derniers mois de croissance ou de relocalisation, ils prennent des périodes... Moi, je regarde la période 2017-2025. Je suis rigoureux comme vous quand vous faites les termes sur les chiffres de vos entreprises, c'est mon bilan. Je regarde ce qui a été fait en termes de croissance par rapport aux voisins européens, on est meilleurs, contrairement à ce que beaucoup écrivent en prenant d'autres périodes de référence. Et donc on a mis en place des dispositifs dont vous vous êtes saisis, mais je veux les rappeler. France Relance, en 2020, en sortant du covid, c'est 100 milliards d'euros, dont 40 milliards d'euros financés par l'Union européenne, pour toujours rappeler que l'Europe est importante, 60 milliards sur notre budget. Mais on a fait le plan... on a arrosé partout sur les territoires les projets qui auraient pu tomber en sortant du covid. Il ne faut pas l'oublier, ce qui a été fait avec France Relance. Juste après, on a fait France 2030, 54 milliards d'euros prévus sur ce plan, 44 milliards avaient déjà été engagés fin 2025 au bénéfice de près de 9 000 projets, et des projets qui changent la donne chacun dans leur secteur, de l'agriculture au spatial en passant par le numérique, la deeptech, etc, et des projets qui renforcent notre pays : le nucléaire, l'hydrogène vert, les véhicules électriques, les avions décarbonés, la santé, l'alimentation, la culture, l'espace, les fonds marins. Ça, ça a été clé, et parce que la réussite de ces entreprises repose avant tout sur les talents et les compétences de celles et ceux qui les portent, on a formé avec France 2030 plus de 200 000 personnes aux métiers de demain sur la seule année 2025. Donc ça a été aussi une transformation de cet instrument.

Donc on a commencé à préparer l'avenir. Et plusieurs d'entre vous ici présents, je le sais, ont pu bénéficier de ces accompagnements, que ce soit France Relance ou France 2030, et c'était important. Et on a beaucoup de produits exposés ici qui le rappellent, parce que vous êtes en train de pousser les limites, et on a beaucoup de produits exposés ici dans ce Fabriqué en France qui poussent les limites de l'innovation. Là aussi, je ne serai pas exhaustif, mais le moteur de fusée conçu par Sirius Space Services dans les Hauts-de-Seine, les matériaux biodégradables inventés par Lactips dans la Loire, les aciers électriques de Lozère, avec presque un partenariat, si je puis dire, Lozère Hérault, parce qu'on a Genvia avec ArcelorMittal pour l'efficacité énergétique. Je ne peux pas tout citer, mais il y a dans ces salles-là, à l'Élysée, pendant tout le week-end, des projets de rupture technologique qui sont des premières mondiales, qui sont des vrais changements et dont on peut être extrêmement fiers et qui sont sur nos territoires, Saint-Chély-d'Apcher, Figeac, Béziers, etc, etc. Et donc ça, c'est aussi la fierté de ce que nous avons fait tous ensemble sur la technologie avec ces politiques de soutien.

Je crois aussi que vous tous rassemblés aujourd'hui, qui vous battez chaque jour pour faire mieux, vous savez combien il est essentiel de continuer à être accompagné pour investir, créer des emplois et faire face aux crises. Et je n'ignore pas combien cette période qu'on traverse est difficile et donc c'est aussi pour ça qu'à l'occasion de ce Fabriqué en France, je voulais revenir sur un dispositif qu'on a créé au même moment que Fabriqué en France, qui est le dispositif, le programme Étincelle. Olivier Grégoire est là, qui l'avait mis sur les fonts baptismaux comme ministre et je veux saluer les six premières promotions du programme Étincelle qui sont parmi nous aujourd'hui. C'est près de 300 entreprises accompagnées sur les six éditions. Il y a une septième promotion qui les rejoindra dès le mois prochain.

Et je voudrais dire à ces promotions que, comme L'Oréal a dû fabriquer en France, c'est le parfait exemple que, quand on met les bons dispositifs qui viennent fertiliser ce qu'on a comme savoir-faire, comme ambition sur nos territoires, ça fonctionne. Parce que vous représentez toutes ces entreprises à fort potentiel qui se battent sans faiblir et qui ont l'ambition de grandir. Et on disait depuis des décennies, moi-même, ce qui malheureusement remonte quand j'apprenais au lycée et puis après dans mes études, les faiblesses françaises, on me disait, la France se prévient, il n'y a pas de middle stand, il n'y a pas d'entreprises de taille intermédiaire, il n'y a pas de PME qui réunissent, qui vont assez loin. Tout ce qu'on a fait ces dernières années, avec la DGE et les services du ministère de l'Économie, avec BPI, avec Business France, c'est d'aider à régler ces problèmes et d'aider à croître, mettre plus de capital, simplifier les choses, accompagner à l'export, aider à former.

Le programme Étincelle, ça a été la synthèse de tout ça et de permettre à des PME en croissance de devenir des ETI. Ça marche, ça marche, vous en êtes l'exemple vivant et je félicite ces six premières promotions. Et je vais vous dire, j'ai un chiffre simple pour le montrer, 2017, on était à 5 400 entreprises de taille intermédiaire, aujourd'hui, on est autour de 7 500. C'est ça la réalité. Et donc, quand j'avais dit, on doit avoir un objectif de 10 000 en 2030, on est sur le chemin, on est au rendez-vous des résultats. Donc, il faut juste continuer l'effort qui a été fait pour aller jusqu'en 2030 au même rythme et on l'atteindra.

Donc, ça, c'est clé, on a mis en place des dispositifs, ils marchent grâce à vous et toujours pareil, on accompagne, on pousse la mêlée. Puis, le Fabriqué en France, c'est enfin celles et ceux qui s'inscriront dans cette lignée de bâtisseurs de demain. Et je veux aussi m'adresser aux élèves des écoles de production. On en reçoit plusieurs cette année. J'étais là avec le lycée Médéric un instant avant de vous rejoindre, beaucoup sont là. Et moi, je veux vous remercier parce que je sais combien les entreprises du Fabriqué en France embauchent des jeunes en sortie, prennent des apprentis, je l'avais vu, dans vos usines, dans vos entreprises.

Il faut continuer et c'est la clé. Et il faut envoyer le message à nos jeunes que dans tous les secteurs, ils ont un avenir. La clé, c'est ce qu'on est en train de faire et ce qu'on a fait ces dernières années. Là aussi, il n'y a pas de fatalité, il y a des résultats qu'il faut regarder en face pour les consolider et pour ne pas les fragiliser. 2017, on avait 426 000 apprentis par an. On avait 250 000 contrats, ils touchaient 426 000 apprentis. Au moment où on se parle, il y en a plus d'un million. Ce qui était là aussi, ce qu'on nous disait toujours, « *Ah l'apprentissage, en Suisse et en Allemagne, c'est formidable, mais chez nous, ça ne marche pas* ».Qu'est-ce qu'on a fait ? En 2018, une réforme de bon sens. On a dit que la question, ce n'est pas de savoir si c'est les régions ou l'État, il faut que ce soit ceux qui embauchent. On a fait l'apprentissage avec les filières professionnelles. Et on a dit on va construire l'apprentissage avec les gens qui proposeront les emplois. Parce que le débat n'est pas de savoir si c'est entre l'Education nationale, le ministère du Travail ou les Régions. C'est un débat d'arrière-garde.

La question, c'est de savoir si les filières professionnelles, ceux qui fédèrent les employeurs, pensent que la formation est adaptée à leurs besoins. Et en faisant cette réforme de bon sens, en simplifiant les aides, même s'il y a eu de l'instabilité ces dernières années, que je regrette, mais bon, ça marchait mieux quand on avait toutes les manettes. C'est une réalité. Mais on a eu des résultats qui ont été au rendez-vous. Et on a montré qu'il n'y avait pas de fatalité. Quand on met du bon sens, de la simplicité, qu'on responsabilise les filières, ça marche. Et on a fait plus que doubler le nombre d'apprentis.

Mais tout ça, ça vient consolider aussi ce qui a été fait avec le plan 1 jeune, 1 solution, le contrat d'engagement jeune, où on a ouvert les portes, mis des instruments. France Travail s'en est saisi. Travailler avec France Travail, continuer, parce que le programme 1 jeune, 1 solution continue. Ils ont modernisé leurs instruments, ils sont en train de faire cette révolution. Continuer à les challenger, mais ils sont là, à vos côtés dans les territoires, pour aussi aider les jeunes à avoir ces emplois.

Et puis le dernier point, c'est qu'il faut continuer et renforcer la réforme qu'on a lancée après 2022 du lycée professionnel. C'est le grand oublié. Personne n'en parle dans les débats actuels. Moi, ça continue de me désoler. Mais moi, je me suis engagé dès 2022, parce que c'est une priorité. Un tiers de nos lycéens sont en lycée professionnel. C'est la pire des assignations à résidence. Quand on regarde les résultats qu'on avait historiquement en termes de débouchés de diplômes et d'accès universitaires ou d'emplois, on a commencé un changement. Il faut le continuer et aller au bout.

Et au moment où je vous parle, on a commencé des petites révolutions en changeant avec les régions. Les cartes de formation ont continué d'avoir des formations qui ne correspondaient pas à vos besoins. Continuer sur le terrain à faire ce travail avec les rectorats, partout où vous considérez qu'il n'y a pas assez de formation. Aidez-nous à changer la carte des formations des lycées professionnels. C'est fondamental. Mais n'oubliez pas aussi que ce qu'on a fait ces dernières années, ce sont les émoluments, les stages des jeunes en lycée pro en alternance, qui sont maintenant payés. Et ça aussi, c'est une révolution qui marque le respect pour ces jeunes, pour le travail qui est fait. Le fait que les stages, en particulier lieu en première et en terminale, ils ont une première rémunération. C'est un premier pas vers l'apprentissage, puis l'emploi. Et puis, on a changé la maquette pédagogique et fait aussi beaucoup d'autres choses, mais je vais m'arrêter là. Mais c'est clé, il ne faut pas le lâcher, l'emploi des jeunes est fondamental.

Voilà, en tout cas, moi, ce que je voulais vous dire dans ce moment, c'est que vous êtes là, l'incarnation vivante que tout est possible dans notre pays et que nous savons faire chez nous et que partout, on nous dit qu'il y a une fatalité qui consisterait à délocaliser, à arrêter, c'est faux. C'est qu'on n'est pas bien organisé. Et que, quand on marie la créativité que nous avons partout dans nos territoires, les savoir-faire parfois ancestraux, la capacité d'innovation, notre recherche, nos tissus industriels, la solidarité qu'il y a entre les filières et qu'on construit en bonne intelligence les bons instruments entre les filières professionnelles, les territoires et la politique gouvernementale, et qu'on y met du volontarisme et de la simplicité, on a des résultats.

Ces résultats, je ne les vois qu'à un seul critère, le nombre de jeunes à qui on donne une alternance, un apprentissage puis un emploi, le nombre d'emplois créés, les éléments de notre chaîne de valeur qu'on arrive à tenir dans notre pays ou à faire revenir, et les innovations qu'on arrive à créer chez nous. C'est ça, Fabriqué en France. C'est cette politique, pour finir, qu'on défend au niveau européen.

Quand vous m'entendez en Europe dire qu'il faut plus de simplicité, c'est pour faire la même chose qu'en France. Quand vous m'entendez en Europe défendre un budget pour notre agriculture, notre industrie et l'investissement dans l'innovation, c'est pour le Fabriqué en France. Quand vous m'entendez en Europe, on a été aux avant-gardes et on a ramené à nous, nos amis allemands, dire qu'il faut lutter contre la concurrence déloyale parce qu'on ne peut pas résister, on ne peut pas avoir une industrie forte si on laisse, venant de l'autre bout du monde, des concurrents qui ne respectent pas nos règles, nos normes ou aident à l'excès leurs entreprises venir sur nos marchés, c'est la même chose.

C'est l'Europe qu'on est en train de faire, c'est-à-dire une Europe qui va plus vite et qui est plus simple, qui investit sur l'innovation et qui protège mieux ses frontières. C'est celle qui permet le Fabriqué en Europe et le Fabriqué en France.

Ne cédez rien à l'esprit de défaite ambiant, ne céder rien à une espèce de fatalité ou d'aquabonisme, continuer d'en vouloir, continuer de créer des emplois, continuer de porter des savoir-faire, continuer d'écrire l'avenir. C'est cela, et c'est cela seul dont la France a besoin, de ce goût de l'avenir qui nous réunit.

Je suis extrêmement fier que l'Elysée vous accueille aujourd'hui, extrêmement fier du travail qui a été fait durant toutes ces dernières années ensemble, et je veux vous dire que tout ça, c'est grâce à vous. J'ai une infinie reconnaissance pour ce que vous portez, et j'ai une infinie reconnaissance pour ce que vous, vos équipes, partout à travers le pays, dans tous nos territoires, y compris nos territoires ultramarins, vous portez avec force, qui est ce goût du jour d'après, qui est cette volonté de transmettre, qui est cette volonté de créer, qui est cette ambition pour le pays. Ne lâchez rien à ça.

Vive le Fabriqué en France, vive la République et vive la France.